

Communiqué de presse GHT NOVO

Après les lits de pédiatrie, maintenir des « lits de soins critiques » sur le GHCP0 à Beaumont sur Oise est maintenant notre priorité !

Le syndicat CGT de Pontoise et un urgentiste de Beaumont sur Oise (tous membres du Comité de Défense) ont été reçus ce mardi 17 juillet, non sans insistance, par la direction du GHT NOVO à Pontoise, par M. AUBERT, Me RIVIERE, ainsi que par le Docteur DABAS, Président de la CME et urgentiste du Centre Hospitalier de Magny en Vexin.

Le but de notre démarche ce jour- là est principalement de conserver sur site une Unité de Soins Continus à Beaumont avec l'essentiel des critères de qualité définis par les sociétés savantes concernées, donc une réelle compétence pour la prise en charge des urgences vitales de proximité. Les locaux fonctionnels en parfait état existent, le matériel est moderne, disponible et entretenu, le personnel compétent est déjà sur place.

Or la Direction du GHT a décidé en novembre 2018 que, compte tenu de son important endettement et afin de diminuer celui-ci notamment en vue de la présentation de son projet de futur hôpital au COPERMO, que seule la Chirurgie ambulatoire serait maintenue sur le site de Beaumont (17 lits d'hospitalisation complète supprimés et non pas transférés sur Pontoise), et qu'il organiserait le transfert des activités des services de Réanimation-Soins Continus (soit 8 + 4 lits fermés), prévu dès septembre, ainsi et de Pédiatrie sur Pontoise.

En ce qui concerne les services de pédiatrie et de néonatalogie, grâce à l'importante mobilisation des soignants, des élus et du comité de défense de l'hôpital, nous avons obtenu, après recours à l'arbitrage de l'ARS de l'Île de France, le maintien de seulement 6 lits de pédiatrie (sur les 18 qui existaient) et de 2 lits de néonatalogie (sur les 6 pré-existants). Ce qui participe néanmoins aussi au maintien de la maternité à son niveau 2A. Mais la garde du pédiatre, elle, reste bien supprimée pour le moment dans le projet retenu par l'ARS.

Depuis février 2019, le Comité de défense de cet hôpital se bat pour que soient pris en compte les risques graves qu'encourent les 180 000 habitants de notre secteur, si ces mesures d'austérité se concrétisent.

Des patients adultes et enfants arrivant aux urgences dans un état grave doivent pouvoir être pris en charge immédiatement par un médecin spécialiste compétent (réanimateur ou pédiatre) sur place et dans l'heure suivante, avant de décider et après avoir stabilisé leur état, de leur éventuel transfert vers une structure disposant d'un plateau technique plus complet si nécessaire. Faute de garde sur place et donc immédiatement disponible, de réanimateur et de pédiatre (et des unités d'hospitalisation leurs correspondants de soins continus et de pédiatrie bien entendu), ces patients risqueraient de voir leur état s'aggraver et même leur mortalité augmenter comme les études scientifiques françaises et internationales l'ont par ailleurs déjà démontré.

M. AUBERT a déclaré que la fermeture de l'Unité de Soins Continus (USC) de Beaumont n'était pas son but ni sa volonté mais qu'il était contraint d'en venir à cette décision faute de réanimateurs en nombre suffisant sur la GHT et de médecins qualifiés et volontaires en

nombre suffisant sur Beaumont pour assurer le fonctionnement d'une unité de soins continus de 6 lits avec une garde dédiée.

Il a toutefois ajouté que si nous lui proposons un projet d'USC de 6 lits cohérent, viable, précis, chiffré et surtout comportant 7 noms de médecins compétents s'engageant tous à participer à ce projet (donc permettant la constitution d'une ligne de garde, SANS recours à des médecins intérimaires ni vacataires), il s'engageait lui-même alors à revenir sur sa décision.

L'unique et dernier espoir qui nous est laissé aujourd'hui par la direction est donc maintenant de faire tout ce que nous pouvons pour tenter de relever le défi que les conditions très strictes que M. Aubert nous impose et le très court délai imparti rend particulièrement difficile et ardu.

Pour la CGT , et au nom du Comité de défense de l'hôpital de Beaumont sur Oise,

Christine APPIANI.

Le 20 juillet 2019.